

Newsletter



SOMMAIRE

1

2

3

4

5

6

SOMMAIRE

1

Emploi

Le Québec recrute dans la région, plus de 400 postes à pourvoir
De nombreux postes de médecins et d'aides à domicile à pourvoir chez Filieris
Avant son ouverture, Burger King lance ses recrutements
ACC, la première gigafactory de France recrute et forme à la chaîne
À Boulogne, Humanitel recrute
NxtFood poursuit sa croissance et recrute

2

Informations locales

Des formations à la CMA pour devenir la crème de la boulangerie-pâtisserie
Le tout premier collège à ossature bois du Nord a accueilli ses premiers élèves à Cambrai
« Découvrir le monde de l'agriculture, ses formations... ou être recruté »
Plus de 400 demandeurs d'emploi au premier forum Agri'Culture

3

Ouverture/ Entreprise

Le Bistrot des Curieux, un voyage culinaire et visuel
Fermeture définitive de l'enseigne de prêt-à-porter cambrésienne Naf Naf

4

Hauts de France

Les céréaliers du Nord face à une année 2024 désastreuse

5

National

L'absentéisme au travail diminue, l'état de santé perçu préoccupe
La Cour des comptes salue le succès des Maisons France Services
Pourquoi Emmanuel Macron a choisi Michel Barnier pour Matignon

6

Le Bistrot des Curieux, un voyage culinaire et visuel

Le Bistrot des Curieux, c'est le nouveau nom du restaurant situé au 11 rue de Douai à Cambrai et qui a ouvert ses portes le 18 juillet.

Cambrai. C'est un nouveau gérant, Pierre Marcon, qui a pris les rênes de cet établissement situé idéalement au quai de Selles, au bord de la digue du canal. Ce cuisinier a commencé le métier à l'âge de 16 ans et il a maintenant une expérience de 19 ans derrière les fourneaux.

Il a travaillé dans différents établissements de Cambrai avant de se décider à voler de ses propres ailes car, dit-il, « *j'ai 35 ans et c'est maintenant ou jamais. C'est un métier dur et chronophage au niveau horaire et c'est plus difficile de faire ce genre de projet quand on est plus âgé. Quand j'ai appris que ce restaurant était à vendre, j'ai pris la décision de me lancer.* »

Plus de deux mois de travaux ont été nécessaires pour refaire entièrement la décoration. Pierre Marcon voulait donner une identité et un cachet particulier à son restaurant, il explique : « *Je voulais une ambiance genre atelier de curiosités avec une multitude d'objets et de décorations qui surprennent le regard du client, d'où le nom de Bistrot des Curieux.* »

UNE ANIMATION EN SOIREE LE VENDREDI ET LE SAMEDI

À l'extérieur, il y a une belle terrasse fleurie avec vue sur les bateaux qui stationnent sur la digue du canal et Pierre Marcon a comme projet d'y installer une véranda coulissante. Question restauration, il propose une cuisine traditionnelle avec des produits frais et en s'approvisionnant dans les commerces de proximité. Il s'attache à ce que la carte ne soit pas surchargée et elle changera régulièrement selon les saisons. Chaque vendredi et samedi soir, il est prévu une animation à partir de 21 h 30 avec des artistes locaux.

Claude Liénard (CLP)

Le Bistrot des curieux, 11 rue de Douai à Cambrai. Tél : 03 27 73 42 16. Page Facebook : Le Bistrot Des Curieux. Ouvert le midi du mardi au dimanche. Service du soir du mercredi au samedi.

Je voulais une ambiance genre atelier de curiosités.»

Des formations à la CMA pour devenir la crème de la boulangerie-pâtisserie

Caudry. C'est un secteur qui a mangé son pain noir ces dernières, la faute à une crise de l'énergie qui a provoqué l'envol des coûts de production.

Mais le domaine de la boulangerie-pâtisserie ne manque pourtant pas de formations dédiées.

La Chambre des métiers et de l'artisanat de Caudry le prouve d'ailleurs pour cette rentrée scolaire 2024-2025 avec l'introduction de deux certificats de spécialisation (CS) : Techniques du tour et Pâtisserie-boutique.

Les céréaliers du Nord face à une année 2024 désastreuse

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, les rendements sur le blé sont « très en dessous » de la moyenne de ces dix dernières années. Une situation d'autant plus compliquée que les cours sont également en baisse.

REGION.

L'année 2024 pourrait rentrer dans les annales comme l'une des pires pour le blé depuis des décennies. L'heure du bilan a, en effet, sonné. Dans la région, les moissons sont terminées. Et il n'est pas bon. Conséquences d'une météo particulièrement pluvieuse tout au long de la campagne, la céréale affiche des rendements historiquement bas. D'après la Chambre d'agriculture, ils se situent dans le Nord et le Pas-de-Calais « *très en dessous de la moyenne décennale* » de 70 à 75 quintaux par hectare. Loin des 90 quintaux connus ces deux dernières années, qui avaient été certes très bonnes.

On observe des baisses de rendement de 25% et jusqu'à 30% parfois. On ne pensait pas que ce serait à ce niveau-là.»

« *La récolte est malheureusement exceptionnellement basse de l'ordre de ce qu'on avait eu en 2016* », constate Christian Durlin, son président. Cette année-là avait connu la plus mauvaise récolte de blé en France depuis la grande sécheresse de 1976. Sur certaines parcelles particulièrement touchées par les fortes pluies, les rendements atteindraient même péniblement les 60 quintaux.

« *On observe des baisses de 25 % et jusqu'à 30 % parfois. On ne pensait pas que ce serait à ce niveau-là. La région est l'une des plus impactées en France avec le bassin parisien* », avoue Christian Durlin.

Une situation d'autant plus compliquée que les cours, après s'être envolés avec la reprise post-Covid puis la guerre en Ukraine, sont en baisse. Les récoltes ont été très bonnes en Russie et aux États-Unis. La tonne de blé s'échange autour de 200 euros, contre 250 il y a quelques mois. « *Des pertes de 50 % de chiffre d'affaires ne sont pas impossibles* », estime prudemment Christian Durlin. De quoi laisser craindre le pire pour les trésoreries les plus fragiles. D'autant que l'orge et le colza subissent aussi le même sort.

DE L'ESPOIR

Reste l'espoir de bons résultats sur les cultures de printemps (betteraves, pommes de terre, lin...). Dans les champs, l'optimisme est de rigueur « *même si rien n'est encore joué, les prochaines semaines vont être décisives* », rappelle Christian Durlin. De même, les cours du lait et de la viande sont « *plutôt bien orientés* ». De quoi donner un peu d'air aux fermes en polyculture élevage où plane la menace de la fièvre catarrhale ovine. « *On a beaucoup de diversité des fermes dans la région, on voit avec les aléas climatiques et financiers que c'est une chance.* »

Le Québec recrute dans la région, plus de 400 postes à pourvoir

Le Québec cherche à recruter dans la région. Plus de 400 postes sont à pourvoir dans des domaines très divers. Deux réunions d'information ont lieu le 12 septembre à Arras, à l'hôtel Mercure Atria, à 12 h 30 et 18 h.

ARRAS.

Voilà peut-être une opportunité à saisir pour changer de vie. Jusqu'au 15 septembre, le Québec cherche à recruter plus de 400 personnes dans la région. Un territoire ciblé pour son « *riche bassin de compétences* » et sa « *forte tradition industrielle* » avec une « *proximité culturelle et linguistique avec le Québec* ».

DES RENDEZ-VOUS D'INFORMATIONS

Les secteurs d'activité concernés sont assez variés : administration, finances et assurances, éducation, génie civil et construction, santé et services sociaux, technologies de l'information, transport terrestre, mécanique et camionnage.

Pour accompagner les potentiels intéressés, les représentants de la direction des services d'immigration du Québec en Europe organisent des rencontres d'informations. L'objectif étant de présenter les avantages et les besoins du marché de l'emploi au Québec. Deux rendez-vous sont prévus à Arras jeudi 12 septembre à 12 h 30 et 18 h à l'hôtel Mercures. D'autres rencontres sont prévues à Valenciennes, Lille et Amiens les 5, 6 et 11 septembre.

Si vous êtes intéressés, vous avez jusqu'au 15 septembre pour soumettre votre candidature. Puis, si vous êtes retenu, vous serez ensuite convoqué à un premier entretien d'embauche à Bruxelles samedi 28 et dimanche 29 septembre.

Inscription gratuite et obligatoire : <https://forms.office.com/r/5DewQ8zx3e>

De nombreux postes de médecins et d'aides à domicile à pourvoir chez Filieris

Le groupe de santé, basé à Lens, connaît « certaines difficultés » pour recruter sur l'ensemble de l'ex-bassin minier, du Valenciennois à l'Arrageois

De nouveaux locaux à Liévin en septembre, à Lens et Méricourt en octobre, à Hénin-Beaumont en janvier... Plusieurs centres de santé Filieris de la région ont déménagé ou fait peau neuve en 2023 et au début de cette année et « *d'autres vont prochainement sortir de terre* », confirme la direction de l'entreprise dont le siège social est installé à Lens. Pour accompagner cette évolution, Filieris recrute en continu : plus d'une vingtaine de postes de médecin généraliste sont actuellement à pourvoir, avec « *certaines difficultés de recrutement* », reconnaît la direction des ressources humaines du groupe.

La tension se fait particulièrement ressentir dans le Pas-de-de-Calais : Billy-Montigny, Bruay-La-Buissière, Noyelles-sous-Lens, Rouvroy et Sallaumines – entre autres – font partie des communes qui disposent d'au moins un poste ouvert dès maintenant. Du côté des établissements de santé, les besoins sont également récurrents et la tension tout aussi importante. « *Actuellement, nous recherchons au moins un médecin généraliste ou hospitalier à la Roseraie (le centre de santé de Bruay-La-Buissière), à la Plaine de Scarpe (Lallaing), aux Jardins du Temple (Fresnes-sur-Escaut) et au Bois de la Loge (Escaudain)* », listent les responsables du recrutement de Filieris.

D'autres postes de santé sont également vacants à ce jour : des aides-soignants à Bully-les-Mines, Fresnes-sur-Escaut, Hénin-Beaumont, Lens et Rang-du-Fliers ; des kinésithérapeutes à Auchel et Lallaing ; un psychologue à Hénin-Beaumont ; des infirmiers à Bruay-La-Buissière, Bully-les-Mines, Escaudain, Fresnes-sur-Escaut et Valenciennes.

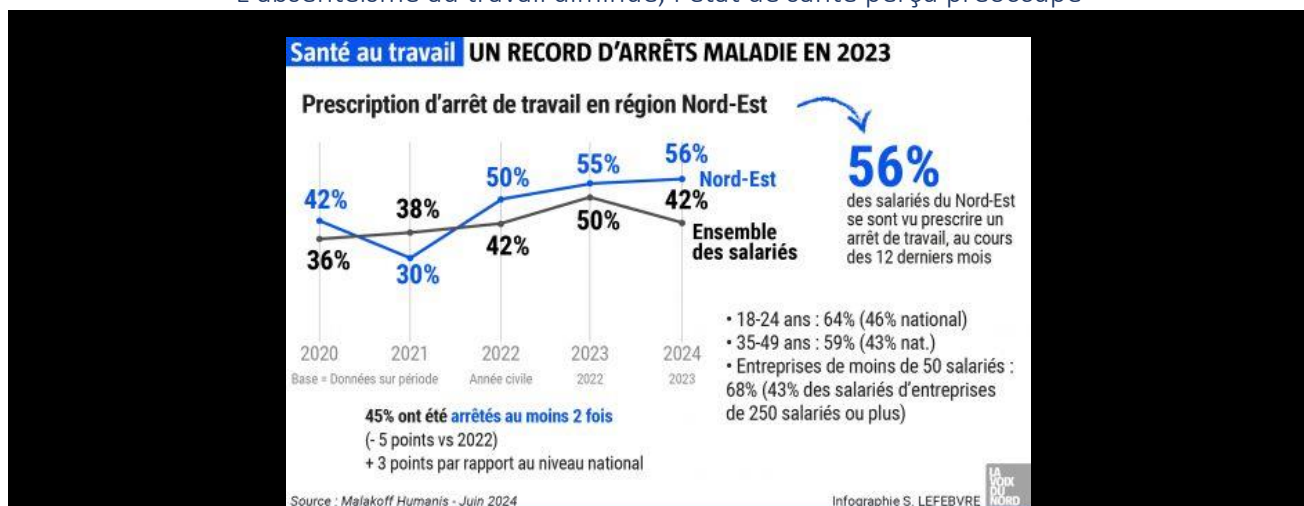
Une première expérience ou un diplôme

Un autre métier est aussi particulièrement recherché chez Filieris : celui d'aide à domicile. Quelque 900 travaillent déjà pour le groupe (pour 2 500 salariés au total), uniquement sur cinq territoires des Hauts-de-France : le Valenciennois, le Douaisis et les agglomérations d'Hénin-Beaumont/Carvin, de Lens/Liévin et de Bruay-La-Buissière/Béthune. Pour résumer, il y a des besoins dans de nombreuses communes : à Aniche, Cuincy, Hulluch, Lestrem, Raismes ou encore Vieux-Condé pour n'en citer que quelques-unes.

« *Nous recrutons tout au long de l'année. Nous proposons des CDI mais nous sommes ouverts aux CDD pour les candidats qui le souhaitent* », précise-t-on à la DRH de Filieris. À noter que pour postuler, il faut justifier d'une première expérience ou être titulaire de l'un des diplômes suivants : titre professionnel d'assistant de vie aux familles, BEP Carrières sanitaires et sociales, BEPA option Services aux personnes, DEAES, bac pro Accompagnement, soins et services à la personne.

Filieris propose des CDI, mais le groupe est «ouvert aux CDD pour les candidats qui le souhaitent».

L'absentéisme au travail diminue, l'état de santé perçu préoccupé



L'absentéisme au travail est en baisse. Mais dans la région, où 56 % des salariés ont été en arrêt maladie en 2023, il reste à un niveau plus élevé qu'au niveau national. 60 % des dirigeants considèrent que l'absentéisme maladie est un sujet de préoccupation important.

FRANCE.

L'absentéisme maladie a retrouvé en 2023 son niveau de 2021 et d'avant la crise sanitaire. En effet, 42 % des salariés se sont vu prescrire un arrêt maladie l'an dernier comme en 2021 ou en 2017. Si l'absentéisme est en baisse dans toutes les catégories d'entreprises de plus de 50 salariés, il augmente dans les sociétés de moins de 10 salariés, passant de 38 % de salariés arrêtés au moins une fois dans l'année à 40 %.

« Historiquement, les petites entreprises étaient assez préservées. Elles connaissaient les problèmes, elles les prenaient en charge. Les collectifs étaient soudés », précise Anne-Sophie Godon-Rensonnet, directrice accompagnement social et prévention en entreprise chez Malakoff Humanis. « C'est différent aujourd'hui car les grandes entreprises ont davantage mis en place le télétravail, des actions de prévention ainsi que des contrôles. » Les secteurs d'activités les plus concernés par l'absentéisme maladie sont la santé (52 %) et l'industrie (45 %).

Un tiers des salariés sont en difficulté financière et 9% sont en situation de surendettement.

STRESS ET EPUISEMENT

Dans la grande région Nord-Est, les indicateurs sont plus élevés qu'au niveau national : 56 % des salariés du Nord-Est se sont vus prescrire un arrêt de travail au cours des 12 derniers mois. C'est donc 14 points de plus qu'au niveau national. Un record. « Ce niveau s'explique par le poids de l'industrie, un moindre recours au télétravail (27 % contre 35 % en moyenne) et une plus importante proportion de jeunes. » Les motifs des arrêts sont similaires à ceux évoqués au niveau national. Dans l'ordre, les maladies ordinaires (32 %), les troubles psychologiques et l'épuisement professionnel (14 %) ainsi que les troubles musculo-squelettiques (13 %). Les troubles psychologiques constituent le premier motif des arrêts longs (c'est le deuxième au niveau national, après les accidents). Surtout, l'état de santé perçu est considéré comme moyen/mauvais par 35 % des personnes interrogées (29 % au niveau national). Elles sont même 39 % à estimer leur santé mentale moyenne/mauvaise (+ 7 points par rapport à 2021). Dans le Nord-Est, 56 % des salariés se disent épuisés professionnellement et 38 % se disent stressés au travail.

« On observe une dégradation lente et certaine de l'état de santé perçu, relève Anne-Sophie Godon-Rensonnet. Par ailleurs, les fragilités sociales se sont exacerbées. Un tiers des salariés sont en difficulté financière et 9 % sont en situation de surendettement. » La question de la santé mentale est de plus en plus prégnante. « Elle concerne à la fois les addictions mais aussi l'anxiété liée aux conditions de travail et de vie des salariées, exacerbée par le contexte économique, environnemental, politique. » En 2023, 22 % des arrêts longs (de plus de 30 jours) étaient dus à des troubles psychologiques et à l'épuisement professionnel. « Elle concerne enfin les maladies chroniques qui sont liées au vieillissement des populations actives. C'est devant nous. C'est un enjeu important pour les entreprises et elles ne sont pas complètement prêtes. »

Avant son ouverture, Burger King lance ses recrutements

AULNOYE-AYMERIES.

À vos CV ! Les premières offres d'emploi de la future enseigne Burger King à Aulnoye-Aymeries viennent d'être publiées sur les sites d'annonces en ligne. Pour l'instant, la marque américaine ne se focalise que sur le personnel encadrant.

Les recrutements concernent en effet un poste de directeur de restaurant et un autre de manager en restauration rapide. Les deux fiches de poste ont été diffusées un peu partout, notamment sur la plateforme France Travail le 26 août.

ENTRE 40 ET 60 COLLABORATEURS

Pour les équipiers, le processus d'embauche n'a pas encore été enclenché. Mais Burger King précise déjà dans ses fiches de postes que les chefs devront encadrer une équipe de 40 à 60 personnes. Leur recrutement est en tout cas imminent, car l'ouverture du restaurant est toujours espérée pour le mois de novembre ou décembre. Dans la rue Jean-Jaurès, les travaux d'aménagement de la cellule commerciale vont toucher à leur fin. De nombreux ouvriers sont toujours mobilisés sur le chantier. Burger King ne devrait pas arriver seul. On sait qu'un magasin Action va lui aussi ouvrir ses portes au même moment dans cet ensemble commercial flambant neuf du centre-ville. Mais le recrutement des collaborateurs n'est pas lancé. Joint par *La Voix du Nord*, le service communication de la chaîne de hard-discount n'a pas donné suite à nos demandes d'interview sur le sujet.

Reste enfin le cas du troisième bâtiment commercial de la zone qui est sorti de terre. Plusieurs enseignes se montrent intéressées. Les négociations sont en cours mais il ne faudra pas attendre de mouvement avant le début d'année 2025.

ACC, la première gigafactory de France recrute et forme à la chaîne

Autour de Lens et Béthune, l'usine de batteries ACC cherche du monde pour remplir sa gigafactory de Billy-Berclau. À coups de sessions de recrutement dans les agences France Travail du secteur, l'entreprise joue la carte de la formation.

Billy-Berclau. « *Le nombre de postes à pourvoir est massif !* » Pour Virginie Lecreux, directrice de France Travail Lens Gare, Automotive Cells Company (ACC) représente un potentiel de recrutement énorme. Elle et ses homologues de Lens et de Béthune s'associent à cette entreprise pour l'aider à recruter en masse.

DES REUNIONS AVEC ACC TOUS LES MERCREDIS

À raison de deux réunions par mercredi dans différentes agences du Lensois et du Béthunois (1), des sessions de recrutement sont organisées entre ACC et les demandeurs d'emploi. Les curieux sont libres de venir et peuvent ensuite déposer leur candidature...

En salle de réunion, le sérieux règne. Pas un retardataire et tous sont munis d'un curriculum vitæ prêt à être dégainé. « *L'objectif est de les informer sur l'usine, les conditions de travail et les possibilités de formation* », souligne Céline Dewas, chargée de recrutement pour ACC. C'est elle qui assure la présentation face aux demandeurs d'emploi. Une belle audience de 35 personnes pour la dernière session en date du mercredi 28 août. Dans la pièce, beaucoup d'hommes pour peu de femmes. « *Ils sont plutôt majoritaires au sein de la gigafactory* », reconnaît Céline Dewas, sans relever d'écrasante domination.

En pleine expansion, ACC et sa toute récente gigafactory de Billy-Berclau ont besoin de monde. L'entreprise produit à un rythme effréné des cellules et modules nécessaires à la composition des batteries de voitures, et collabore avec de grands constructeurs automobiles comme Stellantis ou Mercedes-Benz. La gargantuesque usine de batteries souhaite atteindre l'objectif des 2 000 employés sur le site. Ils en sont actuellement à 700. Une bonne nouvelle pour les profils présents à cette session, pour la plupart demandeurs d'emploi. « *Et parfois quelques personnes en reconversion* », précise Virginie Lecreux.

CONDUCTEURS D'INSTALLATIONS

Céline Dewas indique que la gigafactory recrute en CDI. Techniciens, caristes, agents de maintenance, ingénieurs... tous les profils sont recherchés. « *Mais on veut surtout des conducteurs d'installations, soit les pilotes qui gèrent et supervisent nos machines de haute technologie* », développe Céline Dewas. La chargée de recrutement précise que ce métier exige une formation de cinq semaines à Nersac, en Charente, pour apprivoiser cette robotique complexe.

« *Et pour ceux qui n'ont aucune expérience dans le monde de l'industrie, le recrutement est aussi possible* », déclare-t-elle. En partenariat avec l'Association de formation professionnelle de l'industrie (AFPI), il est possible d'être formé gratuitement en cinq mois avec promesse d'embauche.

FORMER EN MASSE

Une hypothèse qui interroge et provoque les réactions de l'audience. « *Le temps de la formation, les bénéficiaires conservent leurs allocations chômage. Tandis que ceux qui ne touchent rien percevront une petite aide allant de 550 à 770 euros de la part de la Région* », détaille Tiffany Jaworski, représentante pour l'AFPI. « *Et la rémunération chez ACC ?* », interroge un demandeur d'emploi. « *On est à l'écoute de vos prétentions salariales et on les accepte, ou non, suivant votre parcours* », répond ACC.

1. Prochaines réunions fixées mercredi à la mission locale de Liévin à 9 h 30, et l'après-midi à 14 h au centre d'affaires de la porte des Flandres à Auchy-les-Mines. Sur réservation. Toutes les infos pratiques sur le site France Travail « Mes événements emploi ».

On veut surtout des conducteurs d'installations, soit les pilotes qui gèrent et supervisent nos machines de haute technologie.

À Boulogne, Humanitel recrute

Humanitel, centre d'appels dédié à la collecte de dons pour diverses associations et ONG, s'est installé en mars dans le quartier du Chemin-Vert à Boulogne-sur-Mer.

Le centre cherche à agrandir son équipe de 15 personnes en recrutant du personnel supplémentaire. « *Le métier de téléconseiller est pénible et souvent décrié, pose Fabrice Falempin, cofondateur de l'entreprise, c'est pourquoi on accorde une grande importance au bien-être de nos employés.* »

Le centre collabore avec des organisations comme Greenpeace ou Médecins du monde.

Le tout premier collège à ossature bois du Nord a accueilli ses premiers élèves à Cambrai

CAMBRAI.

Plus de 25 millions d'euros ont été engagés.

Pour Sandrine Beauvois, l'heureuse principale de cet établissement tout neuf, « *mis à part la météo, c'est un peu Noël !* » Lundi, elle a accueilli une délégation d'élus, le président du département du Nord Christian Poiret en tête, pour inaugurer le nouveau collège Robert-Badinter, situé dans un quartier de la gare en pleine reconversion, à Cambrai.

« *Ça sent le bois* », ont reconnu les élèves de troisième, enthousiastes, comme leurs enseignants, de faire leur rentrée dans ce collège « *trop beau* », « *moderne* » et « *mieux agencé* ». Plus de 25 millions d'euros ont été engagés pour construire le premier collège à ossature bois du Nord.

« *On ne pourra pas tous les faire comme ça* », a reconnu le président. Avec ses panneaux photovoltaïques et ses récupérateurs d'eau de pluie qui servent aux sanitaires, il est aussi le premier collège à obtenir la certification haute qualité environnementale (HQE) bâtiment durable, et la labellisation E+C- (bâtiment à énergie positive et réduction carbone).

Un véritable « *cas pratique à étudier avec les élèves* » selon le professeur de sciences responsable de la classe à projets développement durable.

80 MILLIONS D'EUROS POUR LES COLLEGES EN 2024

Ce bâtiment, qui a libéré de son collège la plus grosse cité scolaire mixte au nord de Paris, Paul-Duez-Louise-de-Bettignies, était attendu depuis plus de vingt ans. Dans le département du Nord, près de 80 millions d'euros ont été investis dans les collèges en 2024.

Dans les prochaines années, la reconstruction des établissements Pablo-Neruda de Wattrelos, et Fernand-Benoist d'Hazebrouck, est programmée.

« Découvrir le monde de l'agriculture, ses formations... ou être recruté »

Aujourd'hui se tiendra au Cateau-Cambrésis un nouveau rendez-vous intitulé « Agri'culture, le champ des possibles », destiné à présenter à chacun la diversité des métiers dans le monde agricole. Cette rencontre, aussi ludique qu'utile, devrait profiter tant aux demandeurs d'emploi qu'aux exploitants ruraux.

LE CATEAU-CAMBRESIS.

Le monde agricole privilégie davantage, pour ses recrutements, ses propres réseaux relationnels aux spécialistes de l'emploi.

C'est une première que cette manifestation qui va se dérouler aujourd'hui devant les locaux de France travail, au Cateau-Cambrésis. Elle a notamment pour vocation de « *mettre en relation les demandeurs d'emploi et les exploitants agricoles* », a résumé mardi le sous-préfet de Cambrai Fayçal Douhane, depuis l'élevage bovin que dirige Alexandre Bonneville à Fontaine-au-Pire. Ce nouvel événement est aussi l'occasion de constituer un réseau autour de cette thématique « emploi et agriculture », « *un écosystème local à même de faciliter les échanges* » entre acteurs du monde agricole et services de l'État.

Alexandre Bonneville s'est réjoui de cette initiative dont il a pu témoigner de la nécessité. L'activité de son exploitation se répartit principalement entre élevage laitier, betteraves et pommes de terre : « *Je suis aujourd'hui seul exploitant avec cinq salariés* », a indiqué l'agriculteur : « *Une grande partie de mon travail, c'est de l'organisation, du management... J'ai besoin de salariés autonomes, ayant compétences et savoir-faire.* »

C'est une réalité, le monde agricole privilégie davantage, pour ses recrutements, ses propres réseaux relationnels aux spécialistes de l'emploi attirés (France travail, Cambrésis emploi...), favorisant fréquemment stages et apprentissages pour former de nouveaux salariés. Mais cette approche ne permet pas de répondre à tous les besoins. Et à l'opposé, la méconnaissance certaine du monde agricole effraie et décourage nombre de demandeurs d'emploi, lesquels pourraient pourtant y trouver des métiers variés, épanouissants et d'avenir... et sûrs, dans notre Cambrésis fort de ses filières-clés que sont l'élevage et la traite, le maraîchage et les endives, et les engins agricoles (maintenance et conduite). « *Le manque de main-d'œuvre nous freine dans nos développements et performances* », regrette M. Bonneville, qui évoque les deux chaudronniers (oui, oui, des chaudronniers) qu'il ne parvient pas à recruter ou le technicien en robotique dont rêve son réparateur de machines à traire...

Tout l'intérêt d'Agri'culture, le champ des possibles sera de permettre à tout un chacun de « *découvrir ce monde de l'agriculture, les offres de formations possibles... ou d'être recruté* ». Car tout, définitivement, sera possible, aujourd'hui, au Cateau.

Imaginée à l'initiative des équipes locales France travail et Cambrésis emploi, « Agri'culture, le champ des possibles » est organisé « en collaboration avec tous les partenaires de l'emploi, de l'insertion et de la formation, ainsi que les acteurs du secteur agricole ».

Le monde agricole privilégie davantage, pour ses recrutements, ses propres réseaux relationnels aux spécialistes de l'emploi.

Fermeture définitive de l'enseigne de prêt-à-porter cambrésienne Naf Naf

CAMBRAI.

« *C'est avec le cœur lourd que nous vous annonçons la fermeture définitive de la boutique Naf Naf Cambrai.* » C'est par un message touchant posté sur Facebook, que la responsable de la boutique de prêt-à-porter féminin cambrésienne a confirmé la nouvelle ce mardi 3 septembre après-midi.

Après dix ans d'activités, le magasin situé sur la grand-place a définitivement fermé ses portes le 31 août. Un nouveau coup après les départs de commerce du centre-ville annoncés cet été.

PLUSIEURS FERMETURES DE MAGASINS DEPUIS QUATRE ANS

L'enseigne nationale avait été placée en redressement judiciaire en 2020 à la suite de la crise sanitaire puis à nouveau l'an dernier. Elle a connu plusieurs suppressions d'emplois et fermetures de magasins depuis quatre ans, malgré deux repreneurs successifs dont l'actuel, une entreprise turque, qui l'a acquise en juin. Un contexte qui a fortement impacté la boutique locale qui souffrait d'un défaut d'approvisionnement de collections depuis le début de l'année, et qui a incité sa gérante Delphine Formentin à mettre la clé sous la porte.

Dans l'immédiat, aucune nouvelle enseigne n'est envisagée dans ces locaux.

La Cour des comptes salue le succès des Maisons France Services

Une rare « success story » pour la rentrée de la Cour des comptes : l'institution a salué hier le déploiement réussi du programme Maisons France Services – lancé en 2019 après la crise des Gilets jaunes pour lutter contre le sentiment de déclassement territorial de certaines populations –, tout en appelant à clarifier la stratégie du programme pour assurer sa pérennité.

FRANCE.

Pour son premier président Pierre Moscovici, qui a donné hier la première conférence de presse de l'institution depuis la dissolution de l'Assemblée nationale début juin, « *on reproche toujours à la Cour d'épingler, d'étriller* ». Mais « *il nous arrive de parler de success stories, d'histoires qui réussissent, c'est plutôt le cas en l'occurrence* », a-t-il poursuivi.

À travers France Services, les usagers trouvent ou retrouvent la présence de l'État dans les territoires.»

Cinq ans après le lancement du programme en réponse à la crise des Gilets jaunes, le réseau France Services, destiné à aider les usagers les plus éloignés des services publics à réaliser certaines démarches administratives, compte « *plus de 2 840 espaces* » répartis sur le territoire, indique la Cour dans le rapport. Demande de logement social, inscription à France Travail, déclaration de revenus... Près de neuf millions de démarches ont été réalisées dans les espaces France Services en 2023, contre un gros million en 2020. « *La satisfaction des usagers dépasse les 90 %* », indique la Cour, qui met en avant l'offre de services publics « *étouffée* » des espaces France Services et une qualité de prise en charge « *homogène sur le territoire* ». Pierre Moscovici juge ainsi qu'« *à travers France Services, les usagers trouvent ou retrouvent la présence de l'État dans les territoires* ».

Mais le rapport pointe aussi la nécessité de « clarifier » les « *orientations stratégiques* » du programme pour les prochaines années.

Il recommande en particulier de mieux prendre en compte les spécificités du territoire dans lequel un espace France Services est implanté, et de « *parfaire la notoriété* » du réseau, largement basée sur le bouche-à-oreille.

ESPACES SATURÉS

Dans sa réponse à la Cour, le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal signale les « *campagnes de communication nationales et locales* » déployées par le gouvernement, ainsi que les « *journées France Services* » ou les « *bus France Services* », qui vont à la rencontre des usagers les plus isolés plutôt que d'attendre leur visite. Il insiste aussi sur l'ambition du gouvernement sortant d'atteindre 3 000 espaces France Services « *d'ici à 2027* ».

Sur le plan budgétaire, le coût du programme France Services est évalué par la Cour des comptes à « *environ 350 millions d'euros* » pour 2024, un montant qualifié par M. Moscovici de « *nettement raisonnable* » au regard des apports du programme.

L'État supporte un tiers de ce coût environ (113 millions d'euros) et s'est engagé à porter sa subvention à chaque espace France Services de 35 000 euros en 2023 à 50 000 euros en 2026. Le reste du financement est supporté par les associations, collectivités et opérateurs de service public partenaires.

Mais ce financement étatique « *ne tient pas compte des situations de saturation de certains espaces* », relève la Cour.

Au sein de l'institution, on estime que 15 à 20 % des espaces France Services sont saturés, et 3 à 4 % sursaturés, notamment dans les quartiers prioritaires (QPV).

Par conséquent, « *une subvention forfaitaire supplémentaire apparaît nécessaire* » pour les espaces qui réalisent plus de trois accompagnements d'usagers par heure et par agent, préconisent les magistrats financiers.

NxtFood poursuit sa croissance et recrute

VITRY-EN-ARTOIS.

Fondée en 2019, la société NxtFood propose des alternatives végétales à la viande avec sa marque ACCRO vendue en grandes surfaces et en restauration hors domicile.

En 2022, elle avait mis en route son usine de production de Vitry-en-Artois après avoir levé plus de 10 millions d'euros auprès de Roquette Ventures et Creadev, la société d'investissement de la famille Mulliez.

Ses produits sont fabriqués à partir de protéines de pois et de blé cultivés en France. Dirigée par Renaud Saïssset, l'entreprise a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de 150 % en 2023. De 300 tonnes l'an dernier, elle prévoit d'atteindre les 1 000 tonnes produites d'ici à la fin de l'année 2024 pour une capacité de production de 5 000 tonnes annuelles.

Pour accompagner sa forte croissance, les effectifs sont passés de 40 salariés début 2023 à 99 salariés. L'objectif est d'arriver à 260 en cinq ans. Quinze recrutements sont en cours.

Plus de 400 demandeurs d'emploi au premier forum Agri'Culture

Déambulant au milieu des recruteurs et des formateurs, les demandeurs d'emploi ont pris les informations nécessaires et déposé leur CV, au sein du forum de Agri'Culture au Cateau-Cambrésis. Mais comment est né ce premier rendez-vous ?

CAMBRAI. À l'initiative de Cambrésis Emploi et de France Travail, le forum Agri'Culture a vu le jour au Cateau-Cambrésis, hier. Plus de 470 personnes ont fait le déplacement afin de rencontrer les 70 recruteurs, formateurs et conseillers spécialisés dans le domaine agricole. « *En 2023, 1 300 embauches ont eu lieu pour seulement 60 offres officielles parues. Il y a de la demande, mais pas de visibilité. Le bouche-à-oreille ne suffit plus, il fallait agir pour régler le problème* », explique Karine Wielebski, directrice de France Travail de l'antenne du Cateau-Cambrésis. « *L'idée est née comme ça, nous coordonnons le tout avec Cambrésis Emploi et le sous-préfet est en copilote.* »

Fayçal Houdane, sous-préfet de Cambrai explique : « *Il y a des besoins dans le monde agricole . Il fallait mettre les candidats en relation avec les employeurs. Les métiers de l'agriculture nécessitent des personnes qualifiées dans les divers domaines.* » Il annonce que d'autres forums agricoles auront lieu dans d'autres territoires prochainement, souhaitant répondre à la forte demande de main-d'œuvre.

11 FILIERES, PLUS DE 100 METIERS

« *L'agriculture, ce n'est pas juste traire une vache , il y a beaucoup de métiers* », pointe du doigt Valérie Delay, directrice de Cambrésis Emploi. Outre les filières classiques (végétales, animales), il y a également une forte demande au sein du domaine de la technologie, explique-t-elle : « *L'agriculture est l'un des secteurs où il y a le plus de technologies. Entre les drones, les GPS des tracteurs et l'intelligence artificielle utilisés au quotidien par les agriculteurs, il y a réelle demande dans ce domaine* », ajoute Isabelle Parmentier, chargée de projets agricoles au sein de France Travail au niveau de la région. *Nous avons des infographistes dans ce milieu, les jeunes ne le savent pas forcément. Nous proposons des immersions financées par nos soins.* » Des élèves du lycée Camille-Desmoulins du Cateau étaient également présents. Les organisateurs, qui espéraient toucher 400 personnes, se sont réjouis des 470 entrées finales.

Pourquoi Emmanuel Macron a choisi Michel Barnier pour Matignon

Au terme de consultations interminables et de nombreux revirements, plus de cinquante jours après la démission du gouvernement, Emmanuel Macron a finalement nommé Michel Barnier comme Premier ministre. Un choix présidentiel motivé par l'absence de rejet a priori du RN et par l'assurance que le nouveau chef du gouvernement resterait dans la doxa macroniste.

PARIS.

Ce sera donc lui, le négociateur du Brexit, 73 ans, ministre sous trois présidents. Michel Barnier, « l'ancien monde » à la rescousse du « nouveau ». Si son nom avait émergé dès juillet, il s'était effacé dans la torpeur estivale.

Autre avantage aussi, aux yeux d'Emmanuel Macron, Michel Barnier conserve une image positive auprès des Français.

Début août, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, l'avait sondé, sans lendemain. Mais voilà, de guerre lasse, Emmanuel Macron a dû se résoudre à l'évidence : ni Bernard Cazeneuve ni Xavier Bertrand, favoris jusqu'à mercredi midi, n'auraient survécu à une motion de censure soutenue par le RN.

« GAULLISTE SOCIAL »

Mercredi, le chef de l'État a donc repris son calepin et convié à dîner cette figure des Républicains, dont le principal atout semble de rallier sa propre famille politique sans effrayer le bloc central, et surtout de ne pas être un épouvantail pour Marine Le Pen.

Mieux encore, le Savoyard, « *gaulliste social* », a défendu par le passé des propositions que ne renierait pas le parti à la flamme : à la primaire LR de 2021, le candidat à la présidentielle ne défendait-il pas un moratoire sur l'immigration, l'arrêt des regroupements familiaux et l'interdiction du voile dans l'espace public ?

Pas de quoi susciter l'enthousiasme du RN hier matin. Mais suffisant, aux yeux de Marine Le Pen, qui a reconnu que l'homme répondait au premier critère fixé par son parti : être « *respectueux des différentes forces politiques et capable de s'adresser au Rassemblement national* ». C'est dans ce minuscule entrebâillement de porte qu'Emmanuel Macron, focalisé sur son argument de « non-censurabilité », a décidé de s'engouffrer avec la nomination de Michel Barnier.

Les deux hommes se sont croisés par le passé, lorsque l'ex-négociateur de l'UE bataillait avec les Britanniques. Emmanuel Macron a pu mesurer ses capacités à trouver des compromis. Ce qui sera indispensable pour s'attaquer au budget 2025.

La raideur du Savoyard est connue du président. Il sait qu'il n'a pas que des amis dans le microcosme parisien où l'on brocarde son manque de charisme et son défaut d'humour. « *Michel Barnier a un côté prince charmant pour les maisons de retraite* », avait un jour balancé François Hollande avec élégance...

ELU LOCAL VANTE A BRUXELLES

Souvent renvoyé à son âge, celui qu'on surnomme le « *Joe Biden français* » avait cette réplique : « *Il y a des gens qui ont des cheveux blancs qui ont des idées neuves.* » Pour preuve, il avait été l'un des premiers, à droite dès 1990, à s'intéresser à l'environnement.

Le reste de son parcours souligne davantage son orthodoxie doctrinale. Sans aucun doute, les réformes économiques de la macronie seront en sécurité avec celui qui défendait en 2021 la retraite à 65 ans.

Autre avantage aussi, aux yeux d'Emmanuel Macron, Michel Barnier conserve une image positive auprès des Français. Celle d'une personnalité mesurée, serviteur de l'État, un élu local dont les mérites sont vantés à Bruxelles. Enfin – et ce n'est pas un détail – l'Isérois n'a aucune ambition pour 2027. Une rareté en ces temps troublés. Un avantage pour s'épargner les coups de Jarnac des prétendants putatifs.

Le nouveau Premier ministre aura fort à faire dans les prochains jours. Tout en composant un gouvernement « *de rassemblement au service du pays* », comme lui a demandé Emmanuel Macron, Michel Barnier doit s'atteler à la plus urgente des priorités, le projet de budget.

Puis, il lui faudra se préparer à la plus périlleuse des épreuves : le discours de politique générale, face au Parlement... et une motion de censure probable qui, si elle emporte plus de la moitié des députés, signera la fin du bail à Matignon le plus court de l'histoire de la V^e République.

Newsletter



À la semaine prochaine

